

passer dans le reste du monde. C'est en quelque sorte une "tête de pont" pour ce fameux contrat mondial que je souhaite. Aller contre cela, c'est vraiment, psychologiquement et politiquement, aller contre la solution des graves problèmes des équilibres démographiques et économiques du monde.

### **Réponses d'Alain LIPIETZ**

Je voudrais commencer par répondre en deux mots à cette phrase merveilleuse qui résume totalement le malentendu radical, dont j'espère qu'un jour il sera dépassé, entre les Socialistes et les Verts. Cette phrase dit : "Les socialistes doivent intégrer les questions environnementales, ces vraies questions d'écologie avec un grand E, pas l'écologie vue par les Verts". Je pense, en effet, que c'est bien la définition de notre divergence. Pour vous, il y a le socialisme qui doit intégrer les questions d'environnement, comme on a dû intégrer à certains moments le féminisme, le régionalisme, etc. Mais les "Verts" font de l'écologie un point de vue global, qui intègre les questions démographiques bien entendu, qui intègre les questions d'écologie du travail, qui considère que cela fait absolument partie de l'écologie de savoir comment les femmes et les hommes vivent les uns avec les autres, comment ils s'organisent vis-à-vis de la nature et comment on construit la démocratie locale etc. On se moque souvent de nous dans la presse, parce qu'un de nos plus célèbres leaders est un ingénieur écologiste qui a fait sa thèse sur la vie des castors (Antoine WAECHTER). Il est évident qu'aucun écologiste s'occupant des castors ne réduira les castors à l'effet des barrages sur les rivières : en aval, aux inondations et en amont, aux forêts. Le centre de l'écologie des castors, c'est le barrage lui-même et la vie des castors à l'intérieur du barrage. Dire que l'écologie ce n'est que l'environnement, dire que l'écologie ce n'est pas l'activité humaine, dire que l'écologie ce n'est pas les rapports entre les personnes, entre les sexes notamment, alors oui, pour le coup c'est l'écologie avec un petit "é". Je pense que nous n'avancerons pas tant que le Parti socialiste n'aura pas compris que l'écologie ce n'est pas seulement la dégradation de la couche d'ozone, qui n'est qu'un effet ; ce n'est pas l'effet de serre, qui n'est qu'un effet ; si dramatiques soient-ils. L'Écologie pour moi, c'est le modèle de développement, les habitudes de vivre, les rapports dans le travail, ce que l'on considère comme étant le bonheur, les fondements du bonheur dans la vie. Si nous ne nous mettons pas d'accord sur cela, alors nous ne pourrions pas travailler ensemble.

Concernant l'intervention de J. VALLIN avec lequel je suis fréquemment d'accord, j'ai simplement deux choses à dire : d'une part, je voudrais préciser un problème de vocabulaire ; il faut du productivisme. Nous, économistes, nous distinguons trois notions : productivité, production et productivisme. La production vous voyez ce que c'est... Mais vous savez très bien qu'il y a un tas de critiques sur la façon dont on mesure la production ; est-ce qu'une production inutile, c'est la richesse ajoutée ? Est-ce que réparer c'est produire ? Il y a de nombreux problèmes, comme ces deux-ci, très classiques. On y consacre 5 minutes en 1<sup>ère</sup> année d'économie politique dans les facultés. Après on enseigne toute l'économie comme si ces problèmes-là étaient vraiment réglés ! Pour les économistes, la productivité, c'est la production par personne, et par heure. Cela ne dit pas combien on va produire. La productivité peut augmenter considérablement si les besoins n'ont pas augmenté, on peut transformer tous ces gains de productivité en temps libre. Si on peut faire en une heure ce que l'on faisait avant en huit heures, cela ne veut pas dire qu'on va multiplier par 8 la production : on travaillera 1 heure et l'on se reposera 7 heures. Donc la production et la productivité, notions quantifiables. Le productivisme ? C'est une idéologie. On ne mesure pas la production aux besoins, mais dans un cadre logique automatique fondé sur les intérêts matériels ou sur les intérêts symboliques de ceux qui dirigent la production. Dans un productivisme

capitaliste de marché, on produit pour le profit. Mais vous savez très bien qu'il y a un productivisme qui ne produit pas pour le profit : je prends pour premier exemple celui de l'E.D.F. qui a réussi à imposer aux Gouvernements de gauche des mesures absolument démentielles sur le nombre de centrales nucléaires à construire. En Union soviétique, ce n'était pas la course au profit, c'était simplement la course à la puissance ; une espèce de mégalomanie prométhéenne qui faisait qu'on a asséché la Mer d'Aral pour faire du coton etc. Il faut donc bien distinguer productivité, production et productivisme. Production et productivité, dans les pays capitalistes, c'est fondamental de les distinguer puisqu'il y a tout l'enjeu du temps libre. Production et productivisme, c'est fondamental dans le Tiers monde. Un productivisme comme celui qui a abouti à assécher la Mer d'Aral pour faire un champ de coton ne sert à rien au Tiers monde ; Prenons enfin le cas du haut barrage d'Assouan. Il a ruiné tout le système agro-biologique de la vallée du Nil, mais est en train de sauver la ville du Caire actuellement. Non pas en irriguant, mais simplement comme retenue d'eau. Celle-ci va d'ailleurs s'épuiser en quelques années depuis que le régime hydraulique du Soudan a été modifié. C'est cette réserve d'eau qui permet la croissance, l'explosion démographique du Caire. Sinon, on aurait pris des mesures beaucoup plus tôt. Or, à mon avis, l'Egypte aura 25 % de population en trop par rapport à ses capacités. Il ne faut donc pas s'étonner que le Président MOUBARAK se soit comporté dans la crise irakienne comme un véritable paillason des Etats unis. La façon dont MOUBARAK a fait exactement ce que lui demandaient les Etats unis tient entièrement à la dépendance totale dans laquelle est l'Egypte par rapport à l'impérialisme.

En ce qui concerne l'immigration etc. , je suis en total accord avec la position de J. VALLIN. Il est inutile de faire un baratin sur les retraites. Il n'y a pas assez de monde en France, mais il y en a tellement à côté ! Nous avons, nous, envahi le reste du monde quand il y avait trop de monde en Europe ; eh bien ! maintenant, faisons un peu l'inverse pour la variété, la joie de notre pays, cela sera excellent. Mais en même temps il faut se battre contre la nécessité d'émigrer, c'est-à-dire abolir la dette du Tiers monde, l'aider à reconstruire une indépendance alimentaire et non pas y introduire du productivisme. Il faut aussi faciliter l'immigration quand elle a eu lieu. Par exemple, et je sais que c'est une des mesures qui nous oppose à vous, nous sommes absolument pour le droit de vote le plus rapidement possible aux immigrés ; indépendamment même de la nationalité et à commencer par ce qui semble être la voie vers laquelle s'oriente la Communauté Economique Européenne, le droit de vote aux élections locales, bien que nous soyons favorables à beaucoup plus.

Maintenant un dernier point, sur la question n° 9 : je crois que quand il y a des capitalistes qui sont mauvais et d'autres qui sont bons, en tant que capitalistes, cela doit nous faire réfléchir, même quand on est écologiste ou même quand on est socialiste. Parce que cela nous indique que certaines solutions sont meilleures que d'autres. Le Président François Mitterrand avait une formule que je trouve effroyable, mais elle avait sa part de vérité : "Il faut d'abord répartir, ensuite répartir ; nous les socialistes, on s'occupe de répartir". Je pense, moi, que les Socialistes doivent aussi s'occuper de la façon dont on produit. Cela fait intégralement partie de l'écologie avec un grand E, la nôtre. Le fait que certains capitalistes aient trouvé des meilleures façons de produire, cela doit intéresser les socialistes. Car c'est vrai qu'il y avait une crise de l'offre ; il y avait une crise des méthodes de production du taylorisme. C'est la cause fondamentale (j'avais écrit un livre là-dessus "l'audace ou l'enlisement") de l'échec du programme de l'Union de la Gauche. Il était fondé sur l'idée qu'il y avait une expansion limitée à définir et qu'il n'y avait qu'un problème de répartition. Or, nous avons atteint, à la fin des années 70, une véritable crise de l'offre. On constatait un effondrement des gains de productivité malgré une hausse terrible du coût de l'investissement par tête. Dans ce cas, une modification de la répartition en faveur des salariés aboutissait à un arrêt de la

production et de l'investissement. Ensuite les socialistes ont basculé complètement dans l'autre sens en disant : bon, il n'y a qu'à augmenter les profits. Ce n'était pas suffisant, ils ne pensent que distribution. Comment produire ? Pour nous écologistes, c'est évident, pour vous, ça devrait le devenir. Comment produire ? Est-ce qu'on produit en mobilisant la ressource humaine ou en mobilisant les composants électroniques ? Ça a été le défi des années 80. Maintenant, la question est tranchée. Que nous enseignent la Suède, l'Allemagne, le Japon ? C'est que mobiliser la ressource humaine est possible pour vaincre la crise de l'offre, mais dans ce cas-là, pour mobiliser, on ne va pas utiliser un rapport salarial avec flexibilité libérale, il faut passer un compromis, négocier avec les syndicats (syndicat de gauche au Japon, syndicat de droite en Allemagne, syndicat national L.O. en Suède). Cependant, quelle est la nature du compromis ? Est-ce simplement protéger une aristocratie ouvrière, masculine, blanche etc. ou est-ce pour que tous, hommes et femmes, français, émigrés, s'y retrouvent ? Voilà la question fondamentale pour des socialistes ! Nous écologistes ajoutons (pour que les générations suivantes s'y retrouvent aussi), est-il possible d'avoir un modèle de redistribution qui ne compromette pas la vie sur la planète.

Maintenant les réponses ? Mon statut est spécial, je ne suis pas venu pour vous vendre ma "camelote". J'ai beaucoup plus insisté sur ma spécificité de travailleur économiste : je vous ai raconté les différents types de rapport salarié, les différentes formes d'engendrement des inégalités sociales. C'est d'ailleurs un travail que je viens de faire pour l'O.N.U., en tant que conclusion d'études sur le rapport salarial à travers le monde. Ces propositions nous les développons : si vous les écoutiez un peu mieux au lieu de ne voir dans les manifestations écologistes que des questions d'environnement, vous verriez que nous avons des propositions extrêmement précises sur la façon de répartir, sur la réforme fiscale que ça implique, sur la réduction du temps de travail etc. etc.

**Question n° 11.** *Comment appliquer les conventions collectives dans les P.M.E. ?*

Je voudrais, très rapidement, intervenir sur un point sur lequel est intervenu Alain LIPIETZ, concernant les conventions collectives ; si je suis, comme lui, contre les conventions collectives d'entreprises, il nous reste les conventions de branches et éventuellement une convention générale, mais il nous reste aussi à protéger l'application de ces conventions collectives dans les entreprises. Dans une grosse entreprise (en admettant et en espérant que nous puissions faire grimper le syndicalisme), il faut déjà voir qu'un délégué est sujet à de multiples pressions (et je n'exagère pas !) ; en ce qui concerne les petites et moyennes entreprises, qui emploient un nombre, je crois, à peu près équivalent d'employés que les grandes entreprises, là il n'existe rien parce que jamais personne n'osera aller se présenter (encore faudrait-il qu'ils en aient la possibilité) comme délégué. Il faut donc que l'on pense à la protection des travailleurs, à la protection des conventions qui ont été signées, en augmentant le nombre des Inspecteurs du Travail et en leur donnant les moyens de résister (car un certain nombre d'entre eux voulant intervenir dans des P.M.E. et P.M.I. se sont fait copieusement rosser ces dernières années...)

**Question n° 12.** *Quel est le rôle de l'Etat pour protéger les droits des travailleurs ?*

Le rôle de l'Etat n'est pas apparu. Je pose cette question, car la société est structurée par le droit, notamment par le droit des travailleurs. Quel est le rôle de l'Etat et celui des institutions pour la protection des droits des travailleurs ?